

# Fabien Roussel en Corrèze (p. 4)

# COMMUNISTES

## Léon Deffontaines désigné tête de liste pour les européennes (p. 3)



### Vidéo

Projet de loi  
immigration :  
notre explication  
de vote au Sénat.

## Nauséabond

Sarkozy a ce point commun avec Trump : plus il a des ennuis avec la justice, et plus il s'affiche dans les médias. Il aime jouer au gourou de la droite, au donneur de conseils, au sage qui dit tout haut ce que beaucoup, dans son camp, pensent tout bas. Ainsi, une de ses marottes consiste à banaliser l'extrême droite. Il ne parle pas ouvertement d'union des droites mais on sent qu'il y pense très fort, et qu'il ne serait pas contre la réinsertion de l'électorat (et l'appareil) du Rassemblement national dans sa famille politique. Il défendait cette idée il y a plusieurs mois déjà dans son dernier livre *Le temps des combats*. Il a remis le couvert ce week-end dans le *JDD* ultra-droitisé de Bolloré en commentant la marche contre l'antisémitisme. Le RN n'a plus rien à voir avec « son passé nauséabond », dit Sarkozy. Il doit souffrir d'anosmie. ⚡

Gérard Streiff

**SOUSCRIPTION** (cliquez)

Je verse: ..... €

*"Donner les moyens  
au PCF d'intervenir"*

Chèque à l'ordre de "ANF PCF": 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



# Léon Deffontaines désigné tête de liste pour les européennes

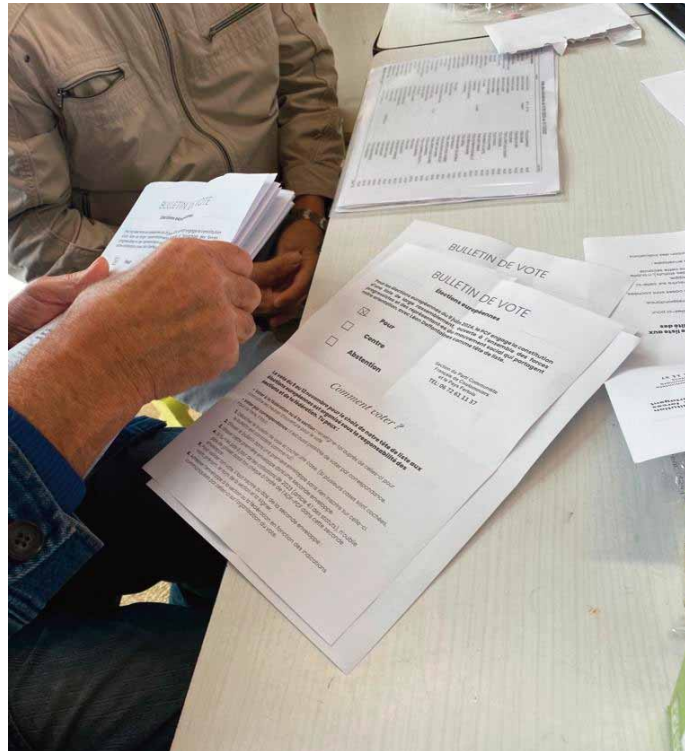
Ce week-end, les adhérent·es du Parti communiste ont approuvé à 91 % la proposition de leur direction nationale en désignant Léon Deffontaines tête de liste du PCF pour les élections européennes dans le cadre de la construction d'une liste de large rassemblement portant clairement les valeurs et les propositions d'une gauche rompant avec le capitalisme.

Une gauche qui défend la position de la France, en Europe et dans le monde, qui promeut la paix et le désarmement, le progrès social, d'autres modes de financement, la défense des services publics, l'emploi et la formation, l'écologie, le féminisme et la lutte contre toutes les discriminations.

Une gauche qui puisse rassembler le plus grand nombre d'électeurs·trices, notamment du monde de travail, de la recherche et de la culture, opposé·es aux politiques de l'Union européenne et du gouvernement français qui détruisent les conquises sociales et démocratiques de la France.

Un vote massif des communistes qui, à plusieurs dizaines de milliers, ont aussi décidé dans le contexte international actuel de lancer un message clair portant la paix, la coopération entre les peuples, une autre politique migratoire, le respect du droit international et notamment celui des droits du peuple palestinien.

À partir de demain, les communistes engageront les discussions avec les formations politiques de gauche et les per-



sonnalités associatives, syndicales ou élues qui se retrouvent dans ces propositions et cette démarche. ✪

Pour la commission nationale du vote  
**Pierre Lacaze, Véronique Mahé,  
Patricia Tejas, Adrien Tiberti**



# Fabien Roussel en Corrèze

La fédération de la Corrèze a eu l'honneur d'accueillir notre secrétaire national le jeudi 9 novembre.

**T**rop souvent diluée dans la diagonale du vide et dans une grande région aussi étendue que l'Autriche, la Corrèze gardera le souvenir de cette gauche qui a trahi, face à celle qui se soucie réellement de ses préoccupations.

Dans un département rural, animé par une riche histoire politique, le PCF est venu faire entendre sa voix. Elle raisonne encore dans la tête des militants...

Cette visite, marquée par la simplicité et l'authenticité, nous a permis de faire découvrir à Fabien Roussel et à notre camarade Léon Deffontaines le savoir-faire unique de l'entreprise Brive Tonneliers. Depuis 60 ans, les ouvriers de cette entreprise font rayonner la France dans le monde entier par un travail entièrement réalisé à la main, avec l'exigence de la qualité chevillée au corps. Ici, on forme aussi des jeunes, issus de tous milieux sociaux, qui apprennent avec fierté des techniques répétées par des générations.

Mais l'inflation rampante qui menace les PME se ressent aussi ici, avec une facture d'énergie qui a quadruplé en deux ans et des assurances qui ne cessent d'augmenter, faisant fléchir ce bijou de l'artisanat que nous avons le devoir de préserver.

Les cheminots brivistes nous ont ensuite accueillis autour d'un repas convivial. L'occasion d'échanger sur les difficultés que rencontre la ligne POLT et l'enclavement de la Corrèze qui pèsent grandement sur les usa-

gers d'un territoire à dominante rurale. La question des mobilités reste centrale ici, où les travailleurs n'ont pas le choix que de prendre leur voiture pour aller travailler.

Nous soulignons l'accueil chaleureux et républicain du maire de Brive-la-Gaillarde, issu de la droite gaulliste, dont la qualité de l'échange a permis un débat de fond sur les difficultés que rencontrent les municipalités, qui plus est dans un territoire enclavé et rural.

Enfin, la journée s'est conclue par une réunion publique où quelque 150 Corrèziens sont venus interroger Fabien et Léon sur les sujets qui les préoccupent : avenir de la gauche, précarité grandissante, aliénation des travailleurs, énergie, désertification médicale... Tant de sujets qui nous rappellent l'urgence de porter un programme résolument communiste et porteur d'espoir, celui d'une gauche ancrée dans les réalités souvent méprisées par le qualificatif « provinciales ».

Gageons que cette visite dans ce département emblématique de la vie politique française soit de bon augure pour l'avenir... Après tout, nous ne nous vexerons pas que le prochain Président ne soit pas corrézien, à condition qu'il porte haut et fort l'idée des « jours heureux ».

**Nicolas Marlin**

secrétaire départemental  
membre du CN



# Solidarité avec Cuba !

C'est dans une salle comble, le 12 novembre, que la Fédération des Vosges du PCF a lancé sa campagne politique de solidarité avec Cuba ! Actée lors du 39<sup>e</sup> Congrès à Marseille, cette campagne a démarré officiellement à l'occasion de la dernière Fête de l'Humanité. À Bouxurulles, lors du repas de section de l'Ouest Vosgien, des dizaines de communistes étaient réunis en solidarité avec le peuple cubain en présence de Vincent Govelet du collectif national de campagne. Nous avons ainsi pu échanger sur la situation de l'île et récolter des fonds.

Depuis le 3 février 1962, Cuba subit un blocus économique, commercial et financier instauré par les États-Unis. C'est le plus long blocus de notre histoire contemporaine ! Chaque année, une résolution est votée à l'Onu à une très large majorité contre ce blocus, mais rien n'y fait. Pire, de nouvelles mesures sont venues renforcer ce blocus ces derniers mois, et Cuba a été ajouté à la liste des États finançant le terrorisme par les États-Unis. Tout cela a évidemment des répercussions directes pour Cuba, d'autant plus au sortir de la pandémie du Covid-19, qui fait que l'île traverse une période difficile actuellement.

C'est donc à la fois une campagne concrète de solidarité financière, de

récolte de fonds et de matériels, mais également une campagne de solidarité politique, une bataille idéologique que les communistes entreprennent. Depuis le triomphe de la Révolution en 1959, Cuba a démontré contre vents et marées qu'il était possible de s'émanciper de l'impérialisme étatsunien et de construire une autre mondialisation, un autre monde qui place l'Humain et la Planète au cœur de nos préoccupations. La présence à travers le monde de ses nombreuses brigades de médecins, y compris en Europe, en est la meilleure illustration.

Ainsi, depuis des années et malgré les difficultés Cuba montre l'exemple, résiste, mais se retrouve trop isolé. Fidèles aux valeurs internationalistes, les communistes vosgiens veulent agir et s'inscrivent pleinement dans cet élan de solidarité avec le peuple cubain en se tenant à ses côtés pour l'aider à surmonter les épreuves auxquelles le pays fait face. Dans l'immédiat, tout doit être mis en œuvre pour obtenir la levée du blocus et retirer le pays de la liste des États finançant le terrorisme.

Vive la Révolution Cubaine ! Vive Cuba ! ✪

**Adrien Bernard**

Référent Fédération des Vosges  
Campagne solidarité Cuba



## Fondation Gabriel Péri (Programme)

### Colombie : vers la justice sociale et la «paix totale» ?

Rencontre avec **Jacobo Grajales**, professeur de sciences politiques à l'université Panthéon-Sorbonne, auteur de *Agrarian Capitalism, War and Peace in Colombia: Beyond Dispossession* (Routledge, 2021) et **Jaime Caycedo**, anthropologue à l'université nationale de Colombie, président du Parti communiste de Colombie, membre du Conseil scientifique de la Fondation.

**Visioconférence Jeudi 23 novembre - 18h30 à 20 h**

Inscription ici :

[https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN\\_ZEj3p94Rey764k0rNOJeA#/registration](https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_ZEj3p94Rey764k0rNOJeA#/registration)

### Quelle politique migratoire pour le 21<sup>e</sup> siècle ?

Rencontre avec **Patrick Henriot**, secrétaire général du GISTI, **François Heran**, professeur au Collège de France, titulaire de la chaire «Migration et sociétés», président de l'Institut Convergences migrations, et **Gérard Ré**, secrétaire confédéral de la CGT, Séance inaugurale du cycle « Le retour de la gauche en Amérique latine ».

**Visioconférence Jeudi 7 décembre - 18h30 à 20 h**

Inscription ici :

[https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN\\_xCjZG5FW5DqCZwW0GV\\_sq#/registration](https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_xCjZG5FW5DqCZwW0GV_sq#/registration)

### L'Europe et l'extrême droite

Séance 2 du séminaire des 7 Fondations, avec **Erwan Lecœur**, sociologue et politologue

**Mercredi 13 décembre - 18h30 à 20h30**

En présentiel : au Maltais Rouge, 40 rue de Malte, 75011 Paris

En visioconférence : inscription ici,

[https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN\\_oF7TS\\_ww5DiD\\_iFy3ZLphg#/registration](https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_oF7TS_ww5DiD_iFy3ZLphg#/registration)

## Le Plan climat *Empreinte 2050*

# Un projet de société bousculant les logiques capitalistes !

**C**e 6 novembre 2023 marquera sans doute la mémoire des militants du PCF de façon durable, peut-être avons-nous vécu un moment historique. Pour la première fois, un parti politique présentait un plan climat devant 300 personnes, sous la coupole dessinée par Oscar Niemeyer, avec une retransmission vidéo en direct, détaillant son action politique sur une période de trente ans, afin de respecter la neutralité carbone en France conformément aux accords de Paris de la COP21. C'est un document de 120 pages qui a aussi été remis à la presse, aux personnalités présentes et aux militants, en présence de Fabien Roussel et Léon Desfontaines, notre tête de liste aux européennes.

Ce document synthétise les résultats de la simulation réalisée par un jeune ingénieur, Victor Leny, et une équipe de scientifiques, d'économistes et de climatologues issus de la commission Écologie du PCF et de la revue *Progressistes*. Un travail couvrant les secteurs du transport, du bâtiment, de l'industrie, de l'agriculture, tenant compte de nos puits de carbone (la capacité de nos sols et forêts à absorber le CO<sub>2</sub>). Cette simulation numérique s'est faite au service d'hypothèses forcément politiques sur nos besoins actuels et futurs dans la mobilité, l'habitat, nos modes de consommation en général. Tout cela a été chiffré précisément en se basant sur des données à la source. Si on était habitués à de

tels travaux de cette ampleur de la part de grands organismes de l'État, d'associations spécialisées et d'entreprises comme RTE, EDF, l'Ademe, le Shift Project ou SLC, aucun parti politique ne s'était livré encore à un tel exercice !

Le plan climat *Empreinte 2050* traite tout le mix énergétique, pas seulement

l'électricité, et tous les secteurs, en incluant un volet important sur les moyens financiers et les pouvoirs politiques à se donner : place du service public, de l'emploi, de la formation, de la recherche, les moyens pour la réindustrialisation. C'est donc un véritable programme politique bousculant les logiques capitalistes actuelles et un projet de société qui s'est dessiné ce soir-là sur une perspective de 30 ans, mais décrivant un processus qui se fera à partir des territoires, avec les salariés, soit tout le contraire de la planification technocratique du gouvernement actuel.

Dans la salle, les personnalités scientifiques tour à tour exprimeront leur intérêt face à la qualité et l'ampleur du projet, et leur surprise d'un tel travail, surtout émanant d'un parti politique. Les syndicats, les associations, les think tanks présents exprimant leur souhait de collaborer pour un enrichissement du plan.

Ce 6 novembre n'est donc pas un point d'arrivée mais le point de départ d'une large concertation, d'abord à l'intérieur du PCF en continuant le travail entamé avec les commissions thématiques qui ont contribué au



plan, en organisant partout dans les territoires des débats et des présentations du plan (écrire à [ecologie@pcf.fr](mailto:ecologie@pcf.fr) pour vous aider à organiser), mais plus largement en direction de l'ensemble des acteurs de la société : syndicats, associations, personnalités scientifiques, instituts publics, etc. Ainsi chaque année, nous serons amenés à réviser notre plan en fonction d'éventuelles avancées scientifiques et techniques ou de l'évolution des besoins. *Empreinte2050*, c'est la lutte contre le réchauffement climatique, avec les jours heureux ! ✨

**Amar Bellal**

Une très belle image venant de Madrid @\_EuropeanForum à Madrid : rencontre entre Léon Desfontaines et Walter Baier, président du PGE. Des rencontres qui sont l'occasion de discussions autour des enjeux énergétiques et du #climat et partager le plan du @PCF #empreinte2050 pour de futurs échanges en #europe

1<sup>er</sup> et 2 décembre 2023

Espace Niemeyer. Place du Colonel-Fabien, Paris

# BATAILLE CULTURELLE

**Quelle humanité voulons-nous être ?****Deuxième convention du PCF pour l'art, la culture et l'éducation populaire.****Vendredi 1<sup>er</sup> décembre****18H - 20H SÉANCE INAUGURALE****IMAGINAIRES, REPRÉSENTATIONS ET POLITIQUE, QUELLE BATAILLE POUR PARTAGER UNE CULTURE ÉMANCIPATRICE ?**

« L'unique et la plus belle chose qu'une œuvre d'art puisse accomplir, c'est d'éveiller un autre état du monde » Heiner Müller

Tout concourt à fonder l'espérance du dépassement d'un capitalisme de plus en plus morbide : la misère qui s'étend, le dérèglement climatique, la guerre qui fait rage. Mais c'est l'imaginaire réactionnaire, conservateur, nationaliste et xénophobe qui occupe la sphère médiatique et politique, tandis que les nombreux mouvements contestataires et alternatifs peinent à se faire entendre et à se coordonner dans une dynamique authentiquement révolutionnaire. Les discours politiques dominants accompagnent ou attisent une profonde crise des représentations symboliques. Il n'est en revanche plus souvent question d'art ou d'éducation populaire, sauf sous l'angle de la crispation identitaire. À mesure que le langage est privé de crédibilité rationnelle et de puissance poétique, les lieux et temps du partage de la métaphore se raréfient. Comment les artistes, les acteurs et actrices, les militantes et militants de l'action culturelle peuvent-ils contrecarrer leur paradoxale invisibilisation du champ de l'action publique et réenchanter les imaginaires ?

Cette convention, qui n'épuisera pas tous les sujets tant ils sont nombreux, a vocation à remettre l'enjeu culturel au cœur des combats communs. Il y a urgence.

**Samedi 2 décembre****TROIS TABLES RONDES****9H30 - 10H30****LE TRAVAIL ET SA TRANSFORMATION : UN DÉFI CULTUREL**

Les questionnements sur le travail n'ont jamais été si nombreux. Le travail est en crise. Il connaît une crise de sens. Il est trop souvent

gâché, abîmé, méprisé. Malmené par les injonctions à la compétitivité, à la productivité ou à la rentabilité, par le management toxique, il est entravé dans sa puissance émancipatrice. Pour continuer à s'en servir, les forces néolibérales nous servent le discours de la « valeur travail », ce fameux « goût de l'effort » et de la docilité. La crise environnementale impose de repenser le rapport de l'homme aux activités humaines articulant des exigences sociales et écologiques. Libérer le travail est un gigantesque défi culturel.

**11H - 12H30****LA CRÉOLISATION DU MONDE : UN ATOUT DE L'HUMANITÉ POUR UNE AMBITION COMMUNE**

Face aux grandes peurs agitées par les droites extrêmes, les nationalismes racistes et guerriers partout dans le monde, il est primordial d'affirmer une humanité plurielle faite de cultures partagées et d'imaginaires ajoutés. Pour cela il est indispensable de construire les ponts qui relient les archipels plutôt que les murs qui isolent, enferment, empêchent les circulations, les échanges, les conversations. Affirmer la créolisation du monde c'est tenter de mettre fin aux imaginaires de dominations et aux imaginaires impérialistes, aux fantasmes identitaires qui infusent dans les représentations du monde et hypothèquent l'avenir. C'est oser la fraternité et la sororité, l'égalité et la liberté. C'est oser, en assumant les blessures de notre histoire coloniale, sortir de tous les néo colonialismes. C'est oser inventer un nouvel universalisme qui

promeut des valeurs humanistes communes en valorisant le multiple, la relation et la coopération durable, solidaire et pacifique.

**13H30 - 15H****L'HUMANITÉ FACE À SES LIMITES ET SES DÉFIS, QUELLE PLACE POUR L'HUMAIN DANS L'HUMANITÉ DE DEMAIN ?**

L'humanité est confrontée à des défis vertigineux, angoissants parfois, qui placent l'idée même de progrès au cœur d'une discussion incontournable, entre fuite en avant et retour à la terre. Et qui travaillent nos imaginaires.

Le défi écologique nous confronte à la finitude de la planète et aux ravages que lui impose le capitalocène. Nous ne pouvons plus penser le progrès de la même façon. Et pourtant, il faut imaginer l'avenir.

La révolution numérique et son corollaire, l'intelligence artificielle, sont en train d'entrer dans nos vies sans même que nous en ayons totalement conscience. Il ne s'agit pas simplement d'une question technologique, c'est aussi et peut-être d'abord une question anthropologique.

Quelle place pour l'humain dans l'humanité de demain ?

**15H30 - 17H SÉANCE DE CLÔTURE****QUEL RÉCIT, QUEL CHEMIN, QUELS HORIZONS POUR DEMAIN ?**

Citoyennes et citoyens de monde, artistes, intellectuels et intellectuelles, acteurs et actrices du secteur culturel, comment faire ensemble pour aller vers un monde de Paix, de Démocratie, de Liberté ? Comment faire face à la montée des nationalismes et des populismes qui travaillent à imprégner les consciences ? Comment enclencher un mouvement pour inventer un monde des communs ? Quelles politiques publiques de la culture, de l'art, de la création et de l'éducation populaire ? Quels mouvements populaires ? 🌍

# Immigration : une loi réactionnaire et cruelle

**A**près une semaine d'outrance en tout genre et malgré le combat des sénatrices et sénateurs communistes, le projet de loi immigration a été voté par LREM, LR, RN et Reconquête à la Chambre Haute, après avoir été extrêmement durci.

Ce projet avait pour ambition sur le papier de mieux « contrôler l'immigration et d'améliorer l'intégration ». Gérald Darmanin communique sur un texte équilibré, il n'en est rien. S'appuyant sur les fantasmes de la droite et de l'extrême droite, le gouvernement a pour ambition de dégrader les conditions d'accueil des exilés, pourtant déjà déplorables, pour freiner une prétendue « vague migratoire ». Les quelques mesures censées apporter de timides progrès ne sont pas à la hauteur. L'article 3 qui permettait de régulariser certains travailleurs sans-papiers dans les métiers en tension a été supprimé. Si l'article de base n'allait pas assez loin, il permettait d'améliorer concrètement la vie des personnes concernées. Il aurait pu être un premier pas vers la régularisation de l'ensemble des travailleurs sans-papiers. L'article 4, qui prévoyait une liste de pays dont les ressortissants pourraient être autorisés à travailler dès l'introduction de leur demande d'asile, a également été supprimé. Un amendement déposé par le groupe CRCE-K à l'article 15 permettra cependant de protéger les personnes sans-

papers victimes de marchands de sommeil en leur accordant un titre de séjour après un dépôt de plainte. C'est une réelle avancée.

Ne nous trompons pas, ces avancées potentielles ne changent en rien le fondement réactionnaire de ce texte. Il signe une nouvelle fois la collusion de la droite et du gouvernement avec l'extrême droite sur le sujet. Les sénateurs ont supprimé l'Aide médicale d'État qui permettait, sous condition de ressources, aux personnes sans-papiers d'avoir leur frais de santé pris en charge par l'État. Ce recul est une entrave inhumaine à l'accès aux soins des étrangers sans-papiers. Il va à rebours des valeurs d'humanité et de fraternité de notre République. L'Aide médicale d'urgence censée la remplacer est une hérésie. En attendant que les maladies se dégradent pour les prendre en charge, il s'agit d'un non-sens médical et économique, dénoncé par de nombreux professionnels du soin.

Pour pouvoir bénéficier des APL ou des allocations familiales, les étrangers vont devoir prouver 5 ans de présence régulière sur le territoire contre 6 mois actuellement.

L'accès au regroupement familial est lui aussi durci, tout comme ledit « droit du sol », qui permettait aux enfants nés en France de parents étrangers d'accéder à la nationalité française à 18 ans. Les expulsions ont été facilitées pour le plus grand bonheur de la droite et de l'extrême droite. 12 procédures permettaient de les contester, il n'y en aura plus que 3.

Ce texte régressif et abject va considérablement dégrader les conditions de vie des exilés en France. Nous nous y opposons avec la plus grande fermeté. À l'inverse, le MJCF revendique un accueil digne des exilés, leur garantissant un droit à l'hébergement d'urgence, au logement, au travail ou à la formation, à la santé. ✪

**Assan Lakehou**  
secrétaire général du MJCF



Précommandes dans les fédérations ou sur [mtraclet@jeunes-communistes.fr](mailto:mtraclet@jeunes-communistes.fr)

## PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

**Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.**

**Je verse:** ..... €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"  
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19





# Travailleurs des plateformes : gare à la directive européenne empoisonnée



**P**our les travailleurs « ubérisés », la perspective imminente de l'adoption d'une directive européenne imposant aux plateformes leur statut de salariés apparaissait comme la lumière au bout d'un très long tunnel de luttes. Par l'instauration d'une présomption de salariat, le texte devait en effet favoriser l'application du droit social au capitalisme de plateforme. Il devait être l'aboutissement du combat contre un modèle d'exploitation du travail en dehors de toute responsabilité patronale, véritable Cheval de Troie contre l'emploi et notre modèle social.

Seulement, à mesure de l'avancée des négociations - commencées sous la présidence française de l'Union européenne début 2022 - la proposition de directive n'a cessé de s'appauvrir. Dès le départ, en décembre 2021, la proposition de la Commission européenne introduit une liste de critères pour bénéficier de la présomption de salariat. Ainsi, au lieu de définir les notions « plateforme de travail » et de « travailleur de plateforme », puis de qualifier d'employeurs et de salariés (méthode qui avait été privilégiée par la gauche européenne dans sa proposition de texte), la directive imposerait d'autres éléments obligatoires pour bénéficier de la présomption : que la plateforme détermine les plafonds du niveau de rémunération, supervise l'exécution de l'activité, restreigne la liberté de choisir son horaire de travail, ses périodes d'absence ou la possibilité de recourir à des sous-traitants ou à des remplaçants, etc. Plus le nombre de « critères de subordination » à remplir serait important, plus le déclenchement de la présomption serait difficile, et plus les plateformes pourraient s'exonérer de leurs responsabilités d'employeur.

Surtout, le texte pourrait contenir des exemptions permettant aux États membres de ne pas appliquer la présomption de salariat, notamment si un système de négociation et de « dialogue social » entre les plateformes et leurs travailleurs « indépendants » était instauré... Ce que la France a récemment mis-en-place avec la création de l'ARPE (Autorité des relations sociales des plateformes d'emploi)<sup>1</sup> dont l'un des objectifs affichés est de faciliter la négociation et la conclusion d'accords entre les plateformes, les livreurs et les chauffeurs. Si les plateformes négocient sur les thèmes des critères de subordination, cela pourrait soustraire ces critères du risque de déclenchement de la présomption, rendant de fait impossible son application. Un procédé qui ressemble par ailleurs à ce qui avait déjà été tenté sur le plan national, mais censuré par le Conseil constitutionnel : l'établissement de chartes dites de « responsabilité sociale » écrite par les plateformes qui les exempteraient du risque de requalification des travailleurs en salariés<sup>2</sup>. Si elle devait être admise, cette exemption par la négociation annihilerait l'intérêt même de la directive : imposer le respect des droits sociaux aux plateformes de travail dans tous les pays de l'Union européenne<sup>3</sup>.

Cette dernière phase de négociation d'une « directive plateforme » va alors sceller son destin : celui d'un texte peu contraignant qui légitime les stratégies pernicieuses du capitalisme de plateforme, ou celui d'un texte plus exigeant qui impose le respect des droits et des travailleurs aux modèles qui prétendent s'en exempter. La première voie ouvrirait la celle d'une accélération de la contamination de ces modèles, déjà en cours, à d'autres secteurs d'activités (services à la personne, Ehpad...)<sup>4</sup>. La seconde, en revanche, y mettrait un terme. Le message est donc clair : mieux vaut pas de directive qu'un texte au-rabais. ✪

**Barbara Gomes**  
membre du CN



1. V. B. Gomes, « Travailleurs des plateformes : la difficile bataille syndicale », *Cause commune*, dossier n°35.
2. V. B. Gomes, « Uber Files : la connivence rendue publique », *Alternatives économiques*, 19 juil. 2022.
3. V. Interpellation de la CES et des livreurs.
4. Le secteur de la livraison et du transport de personnes a été le premier concerné, mais le modèle a vocation à s'étendre à bien d'autres secteurs de l'économie, telles que les services à la personne et le soin... jusqu'aux Ehpad et aux hôpitaux - « Les Ehpad et les hôpitaux s'ubérisent à leur tour », *Secret d'info*, Radio France, samedi 11 nov. 2023.

## COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19<sup>e</sup>  
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur),  
Gérald Briant, Yann Henzel, Amado Lebaube, Méline Le Gourriérec,  
Léna Mons, Rachel Ramadour. RÉDACTION : Gérard Streiff  
Mél : [communistes@pcf.fr](mailto:communistes@pcf.fr)  
RELECTURE : Jacqueline Lamothe  
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)  
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA